



# La Commune



## Dehors Chirac - de Villepin - Sarkozy

Appel

Les groupes initiateurs de cet appel vous invitent à le signer, à le diffuser, à le discuter, à rédiger vos exigences, à l'enrichir localement. Il est nécessaire de nous associer, nous coordonner, nous fédérer, pour, sans attendre 2007, donner corps à ce que nous savons être un sentiment majoritaire, mais auquel il manque expression et organisation. Le meeting que nous proposons devra donc être un meeting de discussion, mais aussi d'action pour aller vers une manifestation, à la hauteur de ce qu'exige la situation.

En votant le 29 mai contre Chirac et la "constitution européenne", malgré et contre la propagande de l'Etat, des partis de droite, de la direction du PS, du MEDEF et des médias, la majorité des travailleurs a signifié :

### **ça suffit**

- La politique antisociale du gouvernement et de la Commission européenne, le maintien de Chirac, de son gouvernement et de son assemblée n'ont aucune légitimité. La démocratie exige qu'ils soient chassés et que soit abrogé tout l'arsenal antisocial instauré depuis 1983 et avant.

- Dans toute l'Europe, la politique des traités de Rome, Maastricht, Amsterdam et Nice, les circulaires Bolkestein et autres, doivent être abrogés. Dans toute l'Europe, la volonté sociale majoritaire doit s'imposer et non pas des alliances comme celle du Parti social-démocrate allemand avec la droite ! Le régime français aux abois s'affirme plus que jamais comme le régime des coups de force et de la violence contre les salariés, les chômeurs, les immigrés, la jeunesse.

Pendant ses "100 jours" ( qui furent déjà 100 jours de trop ) de Villepin a aggravé, par ordonnances, la politique rejetée par la majorité. Il a créé contre les jeunes et les chômeurs un contrat de travailleurs journaliers qui s'assoit sur le Code du travail.

Sarkozy avec son idéologie extrémiste a répondu à la mort de dizaines de mal-logés dans des incendies, par la systématisation des expulsions, et instauré de véritables rafles d'ouvriers sans-papiers pour ensuite aller jouer les gros bras dans les banlieues. Dans le but de provoquer et d'user de la force, n'apportant évidemment aucune sécurité aux habitants, tout au contraire. On en voit aujourd'hui le résultat.

Ils sont illégitimes, et la première exigence, la plus élémentaire, est la levée de leur "état d'urgence" et la libération de tous les jeunes emprisonnés.

### **Un vrai travail, un vrai salaire, un vrai logement, retrait de l'état d'urgence !**

Ce gouvernement minoritaire et divisé utilise la violence et la provocation pour réaliser sa politique anti-sociale.

Le Tribunal de Grande Instance de Marseille déclare "politiques", et donc "illégal", les grèves contre les privatisations et contre les délégations de services public au privé. Deux jours plus tard, de Villepin proclame au nom de l' "apprentissage" la fin de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans et la volonté de liquider l'enseignement professionnel public et laïque ! Il faut arrêter le massacre !

Grève des tramonts de Marseille, grève des ouvriers des raffineries, grèves pour les salaires, grèves contre les suppressions d'emplois, grèves pour défendre le service public sont évidemment des grèves politiques ! Ces grèves signifient :

### **ça suffit ! Dehors ce gouvernement ! Place à la démocratie !**

La démocratie implique que les grévistes contrôlent leurs grèves et ne restent pas isolés. Les travailleurs sont prêts à faire de leur résistance une offensive contre le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy.

Après le 4 octobre, un appel à faire grève et manifester pour soutenir les marins de la SNCM aurait été massivement suivi. Après les provocations de Sarkozy dans le 93, un appel à manifester à Paris contre le gouvernement aurait été massivement suivi.

Il y a urgence, pour les arrêter à faire ce à quoi s'opposent systématiquement les dirigeants nationaux des organisations syndicales et des partis de gauche qui ne pensent qu'à 2007 : combattre pour la centralisation des grèves et de la révolte contre le pouvoir, pour une manifestation centrale contre le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy.

**MEETING**

**Samedi 4 Février 2006 à 15h**

**AGECA**

**177 rue de Charonne à Paris**

*( métro Alexandre Dumas )*

Club Liaison Socialisme Révolution Démocratie,

Club République Sociale,

La Commune,

Le Militant,

les Amis de l'Egalité,

Prométhée.

---

Modifié le mardi 06 décembre 2005

---

## Voir aussi dans la catégorie Tracts nationaux



Journée internationale contre toutes les violences faites aux femmes

La Commune - pour un parti des travailleurs, section française de la Ligue Socialiste Internationale, se joint comme chaque année à la journée mondiale de mobilisation du 25 novembre pour... >>



La lutte des classes, plus que jamais !

Après les cocoricos - « Vive reprise de l'économie française » titrait Le Point le 1er juillet -, les prévisions de l'INSEE et du gouvernement d'une croissance à 6,25 % en 2021 et les... >>

**La Commune**  
Pour un Parti des Travailleurs

La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... >>



Retraites : ni loi ni réforme ! Dirigeants syndicaux, arrêtez de discuter !



Ce gouvernement veut liquider la « protection sociale à la française » et son système dit de retraite par répartition : son but est de faire main basse sur l'énorme budget de la Sécurité... »

---

**La Commune**  
Pour un Parti des Travailleurs

SAUVONS LES HOPITAUX ! Pour un appel uni à la population

Depuis deux ans, les personnels hospitaliers et leurs syndicats CGT FO SUD combattent pied à pied les « réformes », « plans » et leurs conséquences terribles pour l'ensemble des personnels... »

---

**La Commune**  
Pour un Parti des Travailleurs

Pour Théo. Unité ! Justice - Vérité !

Nous le savons tous, un jeune homme de 22 ans a été victime d'actes de barbarie et de torture par des policiers d'Aulnay-Sous-Bois, le 2 février dernier. Nous le savons tous, le procureur de... »

---